

Cher(e)s collègues,

vous trouverez ci-dessous le déroulé du Comité Central d'Entreprise extraordinaire du 6 mars 2018, sans les commentaires ni les interprétations des Organisations Syndicales, laissant ainsi uniquement place aux propos et informations de la Direction Générale. Bonne lecture.

Présidence : Françoise Tirilly DRHDS (en remplacement de Christian Mettot DRH excusé)

Présence de Pascale D'Artois Directrice Générale et Vincent Cristia Directeur Général Délégué

INFORMATIONS DE LA DIRECTRICE GENERALE

. **Point sur les orientations stratégiques** : nous travaillons à élaborer avec le comité stratégique des préconisations qui seront présentées au Conseil d'Administration le 27 mars au matin puis au CCE l'après midi. Nous sommes appuyés dans notre démarche par le cabinet Roland Berger.

. **Point sur le rapport IGAS-IGF** : synthèse confidentielle présentée au CA. Il est très porté sur des photographies à dates de juillet 2017. Cette vision a été remise en cause car l'approche n'a été faite que du coté des dépenses. Ce rapport n'est pas contradictoire et ne porte pas les réponses de l'Afpa. Les OPCA ont été interrogés comme le CNEFOP et la FFP. Ces inspecteurs disposaient d'anciens rapports datant de 2008 et 2007. Ils font le diagnostic d'une perte de + 700M€ cumulés depuis 2012 avec une baisse de chiffre d'affaire importante sur les Conseils Régionaux. Le rapport pointe du doigt un manque de qualité de nos formations à certains endroits. Il existe un problème de compétitivité de nos prix vis-à-vis des acheteurs mais il faut aussi se poser la question de ce que « nous mettons » dans ces prix. Ils remarquent aussi la part de CDI plus élevée à l'Afpa que dans les autres OF avec des salaires supérieurs de 18% par rapport à la concurrence. Ils estiment aussi que l'Accord de 1996 est pénalisant pour notre agilité et notre flexibilité. Ils portent un regard sévère sur les Plans de Refondation (développement de l'activité) mais reconnaissent aussi un travail sur l'évolution pédagogique. Les inspecteurs ont constaté que le Plan 500 000 avait développé le CA mais aussi accru un surplus de charges (recrutement CDD) qui donne in fine une marge insuffisante. Cet audit portait exclusivement sur les domaines financiers et sur les Ressources Humaines. Nous devons travailler sur l'accompagnement en termes de compétences de nos salariés pour ne pas renouveler ces difficultés sur le futur PIC. Il nous faut travailler de très près avec notre gouvernance (Bercy/Grenelle). Nous ne prenons pas le chemin de fermer nos centres ici ou là pour être rentable. Il nous faut être en phase avec un projet qui réponde à la question : c'est quoi un EPIC de formation (projet pédagogique, politique de prix.....).

Si l'apprentissage est confié aux Branches, nous aurons des possibilités de développement sur ce marché. Nous avons aussi des nouvelles prestations associées qui seront financées dans le cadre du futur CEP. Nous attendons le Contrat d'Objectifs et de Performances (COP) depuis l'année dernière ; il ne sera pas finalisé avant plusieurs semaines (fin de l'été) et ne devrait donner que des grandes indications. Pour nous, le COP est un support qui reprendra les orientations stratégiques. C'est un document synthétique qui doit donner le sens, tracer la ligne sur 3 à 5 ans. Nous sommes aussi dans un calendrier qui doit prendre en compte la réactivité de nos gouvernances mais nous souhaitons aller le plus vite dans l'action.

Les Projets Stratégiques Régionaux pourront être validés en avril/mai mais sont toujours en attente d'arbitrage. Il nous faudra travailler sur une réduction de charges mais aussi sur un plan de développement de notre Agence.

Conclusion des inspecteurs : l'Afpa doit mettre en œuvre un véritable changement, une réforme d'ampleur.

. **Point sur le PIC** (Plan d'Investissement des Compétences gouvernemental, visant la formation de 2 millions de citoyens (BNQ, jeunes décrocheurs) sur 5 ans) : nous travaillons sur la base de conventions d'amorçage Etat/régions. Les DR rencontrent les interlocuteurs des Conseils Régionaux pour échanger et proposer des projets en attente. Nous sommes en attente de précisions. Des arbitrages sont en discussion au Ministère du Travail qui a été bien occupé ces temps.

. **Point sur la région AURA** : le Directeur Régional est souffrant et remplacé à mi temps par K. Spadacenta avec une équipe en appui. Un CODIR s'est tenu le 22 février. La mise en place de l'activité partielle (chômage technique) est un des leviers potentiels. Nous souhaitons travailler sur l'évolution des compétences et des métiers des salariés sans activité avec des mobilités, des formations potentielles. Nous avons rendez vous avec

le Conseil Régional la semaine prochaine. Nous avons des difficultés à recruter sur le remplacement des Directeurs Service Public et Directeur Conseil en Formation. La nouvelle DRH est en poste.

. **Point sur la suppression de la ligne Grands Comptes** : nous sommes en vraie réflexion sur ce sujet. Suite aux malentendus sur la manière dont cela c'est passé, nous allons présenter le projet de réorganisation lors du futur CCE de fin mars. Nous devons travailler avec la ligne managériale pour que ces pratiques n'aient plus lieu.

Lecture d'une déclaration des élus de la DIFQ au CCE pour le maintien d'une instance représentative de ces salariés lors des prochaines élections professionnelles.

INFORMATION/CONSULTATION SUR LA POLITIQUE SOCIALE-L'EMPLOI-LES CONDITIONS DE TRAVAIL 2016

(C. Barbier et L. Sy Direction nationale Ressources Humaines)

Présentation du rapport d'expertise Apex 2016

Les enjeux en matière de RH restent inchangés par rapport à 2015

Les effectifs CDI continuent à baisser à contrario des CDD, intérimaires....

Une pyramide d'âge élevée est constatée. Le nombre de départs potentiels à la retraite passerait de 10% d'ici 2018 à près de 50% de l'effectif d'ici 2028

Un absentéisme important (+ de 20 jours par salarié) qui reste stable

Un effort de formation qui englobe les CDD (quelle part est réellement destinée aux CDI ?)

Salaires de base médian de 2327€

Lecture d'une déclaration des élus du CCE accusant la Direction d'être dans le déni des Risques Psycho Sociaux dont elle a été alertée par 2 Instances de Coordination des CHSCT en 2016 et 2017.

Lecture d'une déclaration de la Commission des Conditions de Travail du CCE

Avis négatif : CGT, CFDT, FO, SUD, CFE-CGC

CONSULTATION SUR LE TRANSFERT DU GRN 116 (CONDUITE D'ENGINS) AU DISPOSITIF ITINERANT

Contre : CGT, CFDT, FO, SUD Abstention : CFE-CGC

ADOPTION DES PV : 7-8/12/2016, 8/12/2016, 8/3/2017, 29-30/3/2017, 30/3/2017, 21/06/2017 adoptés à l'unanimité.

Fin du CCE

Vos élus CFE-CGC : Michel Feyaerts, Sonia Lebreton, Fabrice Ogliastro, Alex Souillet.

<http://www.cfecgcafpa.org/>